

Information réglementée* – Bruxelles, Paris, 23 février 2012 – 7h00 – **version amendée 12h30**

Détérioration de l'environnement au 2^e semestre 2011 conduisant le groupe à annoncer de profondes mesures de restructuration

Résultats 2011 marqués par des éléments non récurrents significatifs se traduisant par une perte nette de EUR 11,6 milliards

Faits marquants

Année 2011 très contrastée avec dans sa seconde partie une forte détérioration de l'environnement économique

- Mise en œuvre du plan de restructuration en ligne avec les objectifs jusqu'en mai 2011
- Forte pression sur la liquidité induite par la détérioration du climat économique et les revues successives de notation des entités opérationnelles du groupe
- En octobre, adoption de mesures structurelles modifiant profondément la structure du groupe ; nouveau schéma de garantie sur la liquidité du groupe

Résultats 2011 marqués par des éléments non récurrents significatifs : perte nette de EUR 11,6 milliards

- Perte liée à la vente de Dexia Banque Belgique : EUR -4 milliards
- Décote sur les titres souverains grecs et assimilés portée à 75 % : EUR -3,4 milliards
- Coût des cessions d'actifs y compris les Financial Products : EUR -2,6 milliards
- Perte liée à la vente de Dexia Municipal Agency : EUR -984 millions

Réduction du bilan du groupe de EUR 154 milliards, liée aux cessions d'actifs et d'entités, à un niveau de EUR 413 milliards

Ratios Tier 1 et Core Tier 1 de 7,6 % et 6,4 % impactés par la perte enregistrée sur l'exercice et des cessions

- En excluant les risques pondérés liés aux cessions à venir, ratios Tier 1 et Core Tier 1 « pro forma » du groupe s'élevant à 8,6 % et 7,3 %.

Considérant la perte réalisée en 2011 :

- Proposition à l'assemblée générale des actionnaires de ne pas payer de dividende en cash ou sous une autre forme au titre de 2011
- Aucun paiement de coupon sur la dette hybride sauf obligation contractuelle ; aucun exercice de *call* sur la dette subordonnée

* Dexia est une société cotée. Ce communiqué contient de l'information soumise aux prescriptions légales en matière de transparence des entreprises cotées en Bourse.

Précisions relatives à la présentation des comptes consolidés 2011 du groupe Dexia

Les comptes consolidés de Dexia S.A. au 31 décembre 2011 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*), ce qui repose sur un certain nombre d'hypothèses dont notamment:

- l'approbation par la Commission européenne d'un plan de restructuration comprenant notamment une garantie des États belge, français et luxembourgeois ;
- l'octroi par les États belge, français et luxembourgeois d'une garantie d'un montant de EUR 90 milliards; dont le principe a été annoncé en octobre 2011 et reflété dans les législations d'habilitation adoptées par les États belge, français et luxembourgeois. Par ailleurs, aux termes de l'article 15(f) de la Convention de garantie autonome conclue le 16 décembre 2011 entre les États belge, français et luxembourgeois, Dexia SA, Dexia Crédit Local et les États se sont engagés à négocier de bonne foi le renouvellement de la convention de garantie, qui pourrait prévoir une augmentation du plafond global de la garantie à EUR 90 milliards ;
- une rémunération de la garantie des États dont le montant sera soit suffisamment faible pour permettre à Dexia SA de générer un résultat positif, soit affecté à un renforcement des fonds propres de Dexia SA. La rémunération payée au titre de la garantie sera l'un des éléments significatifs de nature à influencer la rentabilité du groupe ; et
- le soutien des États au regard de la situation de liquidité du groupe au titre des garanties accordées afin de mener à bien les profondes mesures de restructuration annoncées en octobre 2011.

En l'absence de mesures complémentaires correctrices, la non-matérialisation de l'une ou plusieurs de ces hypothèses pourrait avoir un impact sur la situation de continuité d'exploitation de Dexia SA et engendrer des tensions sur la situation de liquidité et de solvabilité du groupe. Ces hypothèses reposent sur un certain nombre de facteurs exogènes qui ne sont pas du ressort de Dexia SA. Leur réalisation demeure donc incertaine et dépend, entre autres facteurs, de la décision de la Commission européenne.

Le commissaire aux comptes n'a pas encore terminé ses travaux de révision et a communiqué au conseil d'administration son intention d'émettre une attestation sans réserve des états financiers consolidés, avec paragraphe explicatif qui fait référence aux incertitudes concernant la situation de continuité d'exploitation qui sera commentée dans les états financiers et le rapport annuel.

Point d'avancement sur le plan de transformation

Plan de transformation 2008-2011

Jusqu'en 2008, Dexia a mis en œuvre une stratégie d'expansion articulée d'une part autour du développement géographique rapide de son métier Public and Wholesale Banking en dehors de ses marchés d'origine et, d'autre part, de la constitution d'un portefeuille obligataire d'investissement. Fin 2008, l'ensemble des actifs obligataires non stratégiques détenus par le groupe s'élevait à EUR 203 milliards¹. Il est à noter que ces actifs ont dans leur quasi-totalité été micro-couverts contre le risque de variation des taux d'intérêt via la mise en place de contrats d'échange de taux d'intérêt, expliquant l'importance de l'exposition hors bilan du groupe. Durant la même période, l'exposition du groupe au marché américain a sensiblement augmenté au travers de sa filiale de rehaussement de crédit Financial Security Assurance² dont la stratégie d'investissement a directement exposé le groupe Dexia au risque du marché subprime américain. Dexia avait également développé une activité de prêteur en dernier ressort aux municipalités américaines via la commercialisation de lignes de liquidité appelées « Stand-by Bond Purchase Agreements » (SBPA), lesquelles représentaient, en octobre 2008, un risque de liquidité hors bilan de USD 50,4 milliards pour le groupe.

Jouissant de notations solides, Dexia a financé une large part de cette stratégie d'expansion via des sources de financement « wholesale », majoritairement à court terme, et via l'usage récurrent et important de financements en provenance des banques centrales. Ainsi, en octobre 2008, 43 % du bilan du groupe était financé à court terme.

¹ Portefeuille obligataire en run-off (EUR 158 milliards), portefeuille Financial Products (EUR 13 milliards) et obligations logées dans le portefeuille ALM du groupe (EUR 32 milliards)

² Au 31 décembre 2008 FSA détenait un portefeuille assuré de USD 425 milliards dont USD 118 milliards d'ABS

La crise financière de 2008 a mis en exergue les déséquilibres de cette stratégie et a très sévèrement heurté le groupe. Arrivé en octobre 2008, le nouveau management s'est vu assigner deux objectifs principaux sous l'impulsion des États actionnaires : réduire les foyers de risques ayant conduit Dexia à une situation critique et consolider ses métiers historiques, en particulier la banque de détail en Belgique et au Luxembourg et le financement du secteur public en Belgique et en France. Ces deux objectifs ont donc constitué le cœur du plan de transformation déployé entre octobre 2008 et octobre 2011, plan entériné par la Commission européenne dans sa décision du 26 février 2010.

Réduction du profil de risque

Le management s'est rapidement employé à supprimer les foyers de risques les plus critiques, à travers la cession des activités aux États-Unis et en Europe de l'Est. Une réduction systématique du profil de risque du groupe a ensuite été appliquée dans le cadre du plan de transformation autour trois axes : la réduction du bilan, la réduction du besoin de financement à court terme ainsi que le redimensionnement des activités de trading.

Réduction du bilan

Entre 2008 et mi-2011, le bilan du groupe est passé de EUR 651 milliards à EUR 518 milliards, soit une baisse de 20 % sous l'effet combiné de la cession d'entités et d'actifs financiers non stratégiques et d'une politique de financement du secteur public local plus sélective.

Cessions d'entités

La cession des activités d'assurance de Financial Security Assurance et de KommunalKredit Austria a été mise en œuvre dès la fin 2008.

En 2009 et 2010, Dexia a également cédé ses participations dans Crédit du Nord, Dexia Épargne Pension, AdInfo et SPE ainsi que les actions Assured Guaranty, que le groupe détenait à la suite de la vente de Financial Security Assurance.

Les cessions se sont poursuivies dans la première moitié de 2011, en ligne avec les engagements pris envers la Commission européenne, avec la finalisation des ventes de Dexia banka Slovensko fin mars 2011 et de DenizEmeklilik, la filiale d'assurance vie et retraite de DenizBank en Turquie en octobre 2011.

Réduction du portefeuille d'actifs financiers non stratégiques

Dès la fin 2008, Dexia a placé son portefeuille obligataire (EUR 158 milliards fin 2008) en extinction et s'est attelé à le réduire via un programme volontariste de cessions. Le portefeuille Financial Products, qui n'était pas inclus dans le périmètre de la vente de Financial Security Assurance (EUR 13 milliards fin 2008) a également été placé en extinction ainsi que certains prêts non stratégiques au secteur public local (EUR 28 milliards fin 2008) et les lignes de liquidité hors bilan aux États-Unis (SBPA).

Entre fin 2008 et juin 2011, les actifs financiers non stratégiques ont été réduits de 47 %, soit EUR 121 milliards (incluant les lignes de liquidité hors bilan). Sur la même période, EUR 70,3 milliards d'actifs ont été vendus, à un taux de perte moyen de 1 % de la valeur nominale et le groupe a géré de façon proactive la réduction du stock de lignes de liquidité aux États-Unis le portant à USD 4,4 milliards le 2 février 2012.

Dans le cadre de l'accélération de la cession des actifs non stratégiques du groupe annoncée en mai 2011, Dexia a vendu l'ensemble des actifs garantis du portefeuille Financial Products (EUR 6,4 milliards). Ces actifs ont été, pour l'essentiel, cédés directement à des investisseurs finaux afin de garantir la meilleure exécution possible (cf. Activité et résultats des métiers / Legacy Portfolio Management Division).

Réduction du besoin de financement à court terme

En parallèle avec la mise en place d'un mécanisme de garantie des financements par les États le 9 octobre 2008, le recours aux financements à court terme a été rapidement réduit via trois leviers :

- la forte réduction de l'activité de prêts aux collectivités locales, qui a été alignée sur la capacité d'émission d'obligations sécurisées (*covered bonds*) du groupe ;

- la cession accélérée d'actifs non stratégiques financés en majorité à court terme ;
- le renforcement des franchises commerciales du groupe afin d'augmenter les sources de financement stables telles que les dépôts de la clientèle.

Entre la fin octobre 2008 et la fin juin 2011, les financements à court terme ont diminué de EUR 260 milliards à EUR 96 milliards, soit une réduction de 63 % du gap de liquidité. Le déséquilibre de la structure financière du groupe a également été réduit, 19 % du total du bilan étant alors financés à court terme, contre 43 % fin octobre 2008.

Redimensionnement des activités de trading

Dès fin 2008, les activités de trading pour compte propre ont été arrêtées et les limites de VaR pour les autres activités de trading ont été réduites de moitié. Par ailleurs, les activités de trading qui étaient dispersées au sein du groupe ont été centralisées au niveau de deux plateformes de marché à Bruxelles (trading, trésorerie centrale) et Dublin (gestion des portefeuilles en run-off).

Consolidation et redéploiement des franchises commerciales

Dans le cadre du plan de transformation, le groupe a recentré ses activités sur ses métiers historiques, le financement du secteur public local et la banque de détail et commerciale, et sur ses marchés principaux, la France, la Belgique, le Luxembourg, la Turquie, l'Italie et l'Espagne.

Ce recentrage s'est accompagné d'un plan de développement et de consolidation des franchises commerciales (cf. Investor Day Dexia, octobre 2010).

Au sein de la banque de détail en Belgique, un plan d'investissement de EUR 350 millions a accompagné la mise en œuvre d'un nouveau modèle de distribution qui a permis de rénover les agences, de développer les services internet et d'accroître le niveau de qualification du personnel. Fin juin 2011, ce nouveau modèle de distribution était déployé dans 370 agences. Entre fin décembre 2008 et fin juin 2011, portés par l'amélioration du dispositif de relation clientèle, les dépôts ont progressé de 19 %, soit une hausse de EUR 12 milliards.

L'activité de banque de détail en Turquie, réservoir de croissance du groupe, a été développée de façon significative grâce à un plan d'investissement ambitieux. Entre fin 2008 et fin 2011, 188 nouvelles agences domestiques ont été ouvertes, témoignant d'un taux de croissance du réseau sensiblement supérieur à celui de la moyenne du marché. Plus de 1,9 million de nouveaux clients ont été acquis par la banque et les dépôts ont augmenté d'environ TRY 15 milliards.

Le métier de financement des collectivités locales a été recentré sur ses marchés historiques (Belgique et France principalement), où les marges s'inscrivent en augmentation et l'offre de produits à valeur ajoutée a été élargie. Dans un contexte de raréfaction de la liquidité à long terme, la production a été plus sélective et s'est affichée en baisse d'environ 80 % entre 2008 et 2009.

Réduction des coûts

Un programme de réduction de 15 % de la base de coûts, à savoir EUR 600 millions, a été initié en 2008, fondé sur des gains de productivité, la simplification des fonctions opérationnelles et l'industrialisation de certaines activités. Ce programme de réduction, mené sans départ contraint, a permis de restaurer la compétitivité des activités commerciales, tout en dégagant les marges de manœuvre financières indispensables à la conduite du plan de transformation.

Durcissement du contexte économique, tensions sur la liquidité et adoption de nouvelles mesures structurelles en octobre 2011

L'aggravation de la crise de la dette souveraine, au début de l'été 2011, a marqué une rupture pour le groupe Dexia. En effet, en dépit des progrès réalisés dans la mise en œuvre de son plan de transformation, Dexia a été soumis à un regain de tension sur sa liquidité ce qui l'a conduit à décider et mettre en œuvre une nouvelle série de mesures structurelles de manière rapide et résolue.

Accroissement des tensions sur la liquidité du groupe

L'amélioration de la structure financière du groupe Dexia et la réduction de son besoin de liquidité ont constitué l'un des objectifs prioritaires du plan de transformation engagé en 2008. À partir de mi-2011, l'approfondissement de la crise souveraine au sein de la zone euro et la défiance accrue vis-à-vis des institutions financières ont toutefois sévèrement détérioré la situation de liquidité du groupe au travers de chocs successifs :

- En premier lieu, la mise sous revue avec perspective d'abaissement des notations des principales entités opérationnelles du groupe au cours des mois de mars (Moody's) et mai 2011 (S&P) a conduit à une réduction de plus d'EUR 22 milliards du financement non sécurisé du groupe entre fin avril et fin juin 2011. Le financement en dollar US a été impacté en premier lieu et Dexia a géré les tensions induites via l'exécution rapide de swaps de change ;
- La confirmation de la notation à court terme par S&P début juillet 2011 n'a toutefois pas permis de retrouver un accès aux financements non sécurisés compte tenu de l'aggravation concomitante de la crise des dettes souveraines européennes. L'indécision entourant le plan de sauvetage de la Grèce et les tensions induites sur la dette d'autres souverains européens ont en effet conduit à une forte défiance des investisseurs, en particulier américains. La confiance accordée à la signature Dexia, premier financeur du secteur public, a été profondément altérée compte tenu de l'exposition souveraine du groupe ce qui a conduit à la perte d'EUR 6 milliards supplémentaires de financements non sécurisés entre fin juin et fin septembre 2011 ;
- Ce creusement du besoin de liquidité à court terme a été aggravé par la baisse importante des taux d'intérêt qui s'est accompagnée d'une augmentation de plus de EUR 15 milliards du montant de collatéral à verser aux contreparties de dérivés du groupe entre fin juin et fin décembre, dans un contexte de raréfaction de la liquidité ;
- Enfin, le 3 octobre 2011, la mise sous surveillance des notations à long et court terme communiquée par Moody's a accéléré la perte des financements interbancaires non sécurisés du groupe (EUR 9 milliards supplémentaires perdus) et érodé la confiance des clients particuliers en Belgique et au Luxembourg, entraînant une fuite des dépôts à hauteur d'environ EUR 7 milliards entre fin septembre et fin octobre 2011.

Cette succession d'événements a conduit à des tensions sévères sur la liquidité du groupe qui, à partir du mois d'octobre 2011, a perdu l'accès au marché du financement non sécurisé (cf. Bilan et Liquidité).

Adoption de nouvelles mesures structurelles

Afin de protéger ses franchises commerciales et d'éviter une dégradation continue de sa situation de liquidité, le groupe a très rapidement annoncé une série de mesures impactant profondément sa structure, détaillées ci-dessous.

Garantie des États sur les financements émis par Dexia SA et sa filiale Dexia Crédit Local

Dans un contexte de pression accrue sur son financement et afin de soutenir le groupe dans la mise en œuvre de son plan de restructuration, les États belge, français et luxembourgeois se sont engagés, sous réserve de l'approbation de la Commission européenne, de manière conjointe et non solidaire à garantir les financements de Dexia SA et de sa filiale Dexia Crédit Local à hauteur de EUR 90 milliards dans les proportions suivantes : 60,5 % pour la Belgique, 36,5 % pour la France et 3 % pour le Luxembourg.

Dans une première étape, un accord temporaire a été signé par les États, Dexia SA et Dexia Crédit Local, lequel limite l'encours de dette garantie que Dexia SA et Dexia Crédit Local peuvent émettre d'ici au 31 mai 2012 à un maximum de EUR 45 milliards.

Un accord temporaire de la Commission européenne a été obtenu le 21 décembre 2011 sur ce schéma de garantie permettant à Dexia Crédit Local d'exécuter ses premières émissions à court terme à travers un programme dédié de Certificats de Dépôts (cf. Bilan et Liquidité).

Conformément aux règles applicables en matière d'aide d'Etat, les États belge, français et luxembourgeois se sont engagés à soumettre un nouveau plan de restructuration à l'approbation de la Commission européenne avant le 21 mars 2012. Les travaux d'élaboration de ce plan sont en cours, en concertation

avec Dexia. Les cessions envisagées de Dexia Municipal Agency, de Dexia Banque Internationale à Luxembourg ainsi que les autres cessions décrites ci-après au paragraphe « Autres cessions » seront notamment présentées à la Commission européenne dans le cadre de ce nouveau plan de restructuration.

Cession de Dexia Banque Belgique à l'État belge

Compte tenu des risques induits par la situation du groupe Dexia sur la franchise commerciale de Dexia Banque Belgique et considérant le caractère systémique de cet établissement pour le système financier belge, l'État belge a proposé le 9 octobre 2011 de racheter la participation de Dexia dans Dexia Banque Belgique.

Le conseil d'administration de Dexia SA a approuvé cette offre et la cession de 100 % des actions de Dexia Banque Belgique à la Société Fédérale de Participations et d'Investissement, agissant pour le compte de l'État belge a été finalisée le 20 octobre 2011 pour un montant de EUR 4 milliards. Le produit de la vente a principalement été affecté par Dexia SA au remboursement anticipé de prêts accordés par Dexia Banque Belgique à Dexia SA et à Dexia Crédit Local.

La convention de cession a porté sur l'ensemble des actifs, passifs, filiales et participations de Dexia Banque Belgique, à l'exception de sa participation de 49 % dans Dexia Asset Management, laquelle a été transférée à Dexia SA le 20 octobre 2011. Les relations commerciales et opérationnelles entre Dexia Banque Belgique et Dexia Asset Management se sont néanmoins poursuivies.

Les accords de refinancement intragroupe octroyés par Dexia Banque Belgique aux autres entités du groupe ont été maintenus et sont réduits graduellement selon des principes établis dans la convention de cession. Le financement constitue l'un des éléments clés supervisé par un comité de transition afin de garantir un dénouement progressif des liens fonctionnels étroits existant entre Dexia Banque Belgique et le reste du groupe.

Accord de principe entre Dexia, la Caisse des Dépôts, La Banque Postale et l'État français

Dans la continuité du protocole de négociation finalisé le 20 octobre 2011, Dexia, la Caisse des Dépôts, La Banque Postale et l'État français ont conclu un accord de principe le 10 février 2012 afin de pérenniser le financement du secteur public local en France.

Le schéma défini en commun s'articule autour de deux axes :

- La mise en place d'une co-entreprise, détenue respectivement à 65 % et 35 % par La Banque Postale et la Caisse des Dépôts, qui commercialisera des financements nouveaux au bénéfice des collectivités locales françaises.
- La création d'un nouvel établissement de crédit détenu par l'État français (31,7 %), la Caisse des Dépôts (31,7 %), Dexia Crédit Local (31,7 %) et La Banque Postale (4,9 %). Ce nouvel établissement de crédit sera la maison-mère de Dexia Municipal Agency, société de crédit foncier et, aujourd'hui, filiale de Dexia Crédit Local, dédiée au financement du secteur public local, qu'il détiendra à 100 % et dont il assurera la gestion. Il gèrera également la plate-forme industrielle au service de Dexia Municipal Agency et de certaines activités de la co-entreprise et du groupe Dexia. Les prêts éligibles octroyés par la co-entreprise seront refinancés par Dexia Municipal Agency.

En transférant dans le nouvel établissement de crédit les moyens et le personnel nécessaires à la gestion de Dexia Municipal Agency, le schéma envisagé permet de préserver l'unité de l'outil industriel historique de Dexia Crédit Local et de pérenniser ses compétences et savoir-faire.

Dexia Crédit Local conservera une activité à destination du secteur public local, notamment au travers de ses filiales de services financiers. Dexia assurera par ailleurs la gestion de ses portefeuilles résiduels (Legacy) ainsi que la gestion de ses filiales commerciales internationales.

Il est prévu que Dexia fournisse à Dexia Municipal Agency, d'une part, des garanties portant sur un portefeuille de EUR 10 milliards de prêts structurés conclus avec des collectivités locales françaises et, d'autre part, une garantie en cas de pertes allant au-delà de 10 points de base sur le total de l'encours, soit plus de dix fois le niveau de perte historique de Dexia Municipal Agency. En outre, Dexia bénéficiera, sous réserve que celle-ci soit préalablement approuvée par la Commission européenne, d'une contre-garantie de l'État français sur ce même portefeuille de prêts structurés à hauteur de 70 % des pertes excédant EUR 500 millions.

Le prix de cession pour 100% de Dexia Municipal Agency est de EUR 380 millions, ce qui engendrera une perte de l'ordre de EUR 1 milliard pour le groupe Dexia. Une clause de révision de prix, après trois ans à la

hausse comme à la baisse, et assortie d'une limite, est par ailleurs prévue. Aucune cession préalable d'actifs du bilan de Dexia Municipal Agency n'est requise avant la vente de l'entité.

L'accord de principe conclu le 10 février 2012 prévoit que La Banque Postale bénéficie d'options d'achat portant sur la totalité de la participation de Dexia Crédit Local dans le nouvel établissement de crédit exerçables en fonction du développement de l'activité de la co-entreprise.

Ce projet permettra de poursuivre la réduction de la taille du bilan et du besoin de liquidité du groupe Dexia, tout en préservant son outil industriel. En effet, la cession de Dexia Municipal Agency devrait se traduire par une réduction de la taille du bilan du groupe Dexia de l'ordre de EUR 65 milliards et par une baisse des besoins de financement à court terme, la Caisse des Dépôts allouant une enveloppe de EUR 12,5 milliards à la couverture des besoins de liquidité de Dexia Municipal Agency.

Ce projet sera soumis à l'approbation de la Commission européenne et des autorités réglementaires compétentes. Il sera également présenté pour avis aux représentants du personnel concernés.

Cession de Dexia Banque Internationale à Luxembourg

En octobre, Dexia SA a entamé des négociations en vue de la cession de Dexia Banque Internationale à Luxembourg. Un protocole d'accord contraignant a été conclu fin décembre 2011 selon les termes duquel le groupe Dexia cèdera à Precision Capital et au grand-duché de Luxembourg sa participation de 99,906 % dans Dexia Banque Internationale à Luxembourg.

Precision Capital, un groupement d'investisseurs du Qatar, acquerra 90 % de la participation, les 10 % restants seront acquis par le grand-duché de Luxembourg. Le prix de la transaction représente 100 % des actions de Dexia Banque Internationale à Luxembourg détenues par Dexia SA et s'élève à EUR 730 millions.

La participation de Dexia Banque Internationale à Luxembourg dans Dexia Asset Management Luxembourg et RBC Dexia Investor Services Limited ne font pas partie du périmètre de cession de cette transaction. Le portefeuille de titres Legacy de Dexia Banque Internationale à Luxembourg ainsi que sa participation dans Dexia LDG Banque et Parfipar seront transférés à Dexia avant la clôture de la transaction.

La transaction reste entre autres soumise à toutes les approbations réglementaires ainsi qu'à l'autorisation de la Commission européenne.

Autres cessions

Le 19 octobre 2011, le conseil d'administration de Dexia SA a donné mandat à l'administrateur délégué pour lancer, dans le cadre d'une procédure ouverte et concurrentielle, le processus de cession de Dexia Asset Management et de la participation de 99,84 % du groupe dans DenizBank.

Le conseil a en outre mandaté l'administrateur délégué afin d'examiner les conditions dans lesquelles la participation de 50 % de Dexia dans RBC Dexia Investor Services, détenue en joint venture avec la Banque Royale du Canada, est susceptible d'être cédée et d'engager le processus de cession.

Chacune de ces cessions fera l'objet d'une approbation préalable par les autorités bancaires prudentielles et la Commission européenne.

Résultats 2011

Lors de sa réunion du 22 février 2011, le conseil d'administration a approuvé les résultats du groupe Dexia pour l'année 2011.

Présentation des comptes consolidés 2011 du groupe Dexia

Les comptes consolidés de Dexia SA au 31 décembre 2011 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*), ce qui repose sur un certain nombre d'hypothèses qui sont détaillées dans la section « précisions relatives à la présentation des comptes annuels 2011 du groupe Dexia ».

Dans le cadre de la présentation des comptes annuels 2011 de Dexia, les mesures structurelles engagées par le groupe en octobre 2011 ont été reflétées par l'application, pour les entités dont la cession est très

probable en 2012, de la **norme IFRS 5** relative aux « **actifs non courants et groupes destinés à être cédés** ». En application de cette norme, les résultats dégagés par Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Dexia Municipal Agency, Dexia Asset Management et RBC Dexia Investor Services ainsi que, le cas échéant, le résultat lié à la cession de ces entités, ont été enregistrés dans une ligne « résultat net des activités abandonnées ». De la même façon, les actifs et passifs de ces entités sont présentés séparément sur une ligne du bilan. La période comparative est retraitée au niveau du compte de résultats ; le bilan n'est pas retraité.

Dexia Banque Belgique a été déconsolidée en date du 1^{er} octobre 2011. Son résultat pour les neuf premiers mois de 2011 ainsi que la perte de cession réalisée par Dexia sont enregistrés au niveau du « résultat net des activités abandonnées ».

L'aboutissement du processus de vente de DenizBank demeure trop incertain pour justifier l'application de la norme IFRS 5.

Résultats 2011 du groupe Dexia

Compte de résultats consolidé			
	2010*	2010**	2011**
En millions d'EUR	tel que publié	retraité ***	
Revenus	5 310	1 562	-4 383
Coûts	-3 703	-1 136	-1 114
Résultat brut d'exploitation	1 607	426	-5 497
Coût du risque	-641	-611	-551
Autres dépréciations et provisions pour litiges juridiques	-42	-38	-196
Résultat avant impôts des activités poursuivies	924	-223	-6 244
Charge d'impôts	-127	56	-161
Résultat net des activités poursuivies	-	-167	-6 405
Résultat net des activités abandonnées	-	964	-5 236
Résultat net	797	797	-11 641
Participations ne donnant pas le contrôle	74	74	-2
Résultat net part du groupe	723	723	-11 639
Résultat net part du groupe des activités poursuivies	-	-231	-6 398
Bénéfice par action (en EUR)****	0,39	0,37 ****	-5,97
Bénéfice par action des activités poursuivies (en EUR)	-	0,12	-3,28

* Chiffres audités.

** Chiffres non audités.

*** En ligne avec l'application d'IFRS 5, les informations relatives aux activités abandonnées pour la période comparative ont été publiées séparément.

**** Chiffres 2010 retraités pour prendre en considération l'émission d'actions de bonus distribuées aux actionnaires.

En 2011, le groupe Dexia dégage un **résultat net part du groupe** de EUR -11 639 millions dont EUR -6 398 millions sont attribuables aux activités poursuivies du groupe.

À EUR -4 383 millions, les **revenus de 2011 des activités poursuivies** ont été lourdement impactés par EUR 3 054 millions de provisions sur les titres souverains grecs et assimilés et sur les opérations de couverture liées. EUR 310 millions de provisions ont également été enregistrées au niveau du coût du risque, portant l'impact total hors Dexia Banque Belgique à EUR -3 364 millions.

En l'absence d'accord sur les termes de la contribution du secteur privé au plan de sauvetage de la Grèce, Dexia a en effet décidé de comptabiliser dans ses résultats du 4^e trimestre 2011 une dépréciation supplémentaire sur ses obligations d'État grecques et son exposition assimilée, portant le montant de la provision à EUR 2 355 millions, soit une décote de 75 % sur les EUR 2,9 milliards d'exposition nominale du

groupe à fin décembre 2011. À ce montant s'ajoutent EUR 1 009 millions de dépréciations sur les opérations de dérivés de couverture³.

Pour rappel, EUR 1 250 millions de provisions sur les titres souverains grecs ont également été comptabilisées au niveau de Dexia Banque Belgique pour les neuf premiers mois de 2011. Ces provisions sont intégrées dans la perte de cession de Dexia Banque Belgique, enregistrée au niveau du résultat net des activités abandonnées. La provision totale sur l'exposition de Dexia à la Grèce se monte donc à EUR 4 614 millions en 2011.

Le programme de cession d'actifs a également pesé sur les revenus 2011. Ainsi, le groupe a enregistré EUR 438 millions de perte sur la cession de EUR 11,5 milliards de titres et prêts non stratégiques en excluant Dexia Banque Belgique. À la suite de la décision annoncée au mois de mai 2011 d'accélérer le processus de vente d'actifs non stratégiques, Dexia a également cédé les actifs garantis du portefeuille Financial Products avec une perte de EUR 1 928 millions.

En juin 2011, le groupe a transféré EUR 17,6 milliards de nominal d'actifs financiers en « actifs non courants et groupes destinés à être cédés » (IFRS 5) (EUR 14,8 milliards en excluant Dexia Banque Belgique) entraînant un ajustement de juste valeur de EUR -1 745 millions (EUR -1 487 millions hors Dexia Banque Belgique). Les cessions d'entités opérationnelles annoncées en octobre 2011 permettront à Dexia de dépasser son objectif de réduction de taille du bilan et par conséquent de ralentir le rythme des cessions d'actifs non stratégiques. Le groupe a donc décidé, conformément aux règles comptables, de reclasser les actifs non cédés dans leur catégorie comptable d'origine ce qui l'a conduit à annuler l'ajustement de valeur effectué en juin⁴. Sur l'ensemble de l'année, ces écritures conduisent à un ajustement net de valeur de EUR -252 millions après reprise de EUR 30 millions au 3^e trimestre et de EUR 1 205 millions au 4^e trimestre 2011.

Dans le cadre de la mise en place de la garantie temporaire des États sur la liquidité, une commission de EUR 225 millions a été comptabilisée par le groupe fin 2011 et a été payée aux États belge, français et luxembourgeois, à hauteur de leur quote-part respective dans la garantie.

Enfin, les revenus 2011 ont bénéficié d'une plus-value de cession de EUR 135 millions sur la vente de DenizEmeklilik, la filiale d'assurance de DenizBank en Turquie, à MetLife.

L'impact total de ces éléments significatifs sur le résultat avant impôts du groupe s'élève à EUR -6,2 milliards.

Outre les éléments significatifs, les revenus annuels ont également été impactés par un moindre résultat de transformation (EUR -162 millions au niveau de la division Group Center et EUR -96 millions au niveau de la division Legacy par rapport à 2010) et par EUR -136 millions d'effet change sur les revenus de DenizBank.

Les **coûts** s'élèvent à EUR 1 114 millions en recul de 2 % par rapport à l'exercice 2010 durant lequel, dans le cadre de son plan de transformation, Dexia avait comptabilisé EUR 145 millions de coûts de restructuration. En 2011, la base de coûts a également bénéficié d'un effet change de EUR 77 millions au niveau de DenizBank.

En 2011, le **résultat brut d'exploitation** atteint EUR -5 497 millions.

Le **coût du risque** s'inscrit en baisse de 10% par rapport à 2010 à EUR 551 millions. Ceci s'explique notamment par la baisse du coût du risque sur le portefeuille de Financial Products dont les actifs les plus risqués ont été vendus en 2011 (EUR +466 millions par rapport à fin 2010) ainsi que par un niveau plus bas de provisionnement de l'activité de banque de détail et commerciale en Turquie dans un contexte d'amélioration générale de l'environnement économique. Comme indiqué ci-dessus, le coût du risque a également été impacté par une provision de EUR 310 millions sur l'exposition du groupe à la Grèce.

Les « **autres dépréciations et provisions pour litiges juridiques** » s'inscrivent en hausse de EUR 196 millions par rapport à fin 2010. Cette hausse est entièrement liée à des dépréciations sur écarts d'acquisition de Dexia Crédit Local, Dexia Crediop et Dexia Israël.

Dès lors, le **résultat avant impôts des activités poursuivies** s'établit à EUR -6 244 millions.

La **charge d'impôts** s'établit à EUR -161 millions et a été impactée par des éléments positifs et négatifs non récurrents.

Le **résultat net des activités poursuivies** s'élève à EUR -6 405 millions.

³ Les opérations visées sont les opérations de dérivés de couverture comptabilisées en couverture de juste valeur et en couverture de flux de trésorerie du fait de l'inefficacité engendrée par l'incertitude pesant sur les flux futurs des obligations couvertes

⁴ À l'exception de la valeur résiduelle de la « réserve de valeur gelée » des titres reclassés en prêts

Le **résultat net des activités abandonnées** s'élève à EUR -5 236 millions. Cette perte s'explique essentiellement par la moins-value de EUR 4 048 millions liée à la cession de Dexia Banque Belgique ainsi que par la perte de EUR 984 millions attendue sur la vente de Dexia Municipal Agency. Pour rappel, la perte enregistrée sur la vente de Dexia Banque Belgique comprend les résultats de la banque pour les neuf premiers mois de 2011, y compris la provision de EUR 1,3 milliard sur l'exposition à la Grèce.

Après prise en compte de EUR -2 millions de participations ne donnant pas le contrôle, le **résultat net part du groupe** atteint EUR -11 639 millions en 2011.

Compte tenu des pertes importantes dégagées en 2011, le conseil d'administration du 22 février 2012 a décidé de proposer à l'assemblée générale du 9 mai 2012 de ne pas verser de dividende au titre de 2011 sous quelque forme que ce soit.

D'autre part, en 2012, le groupe n'envisage pas de payer les coupons de ses émissions de capital hybrides sauf obligation contractuelle. Il n'entend pas non plus exercer les options de remboursement par anticipation (*call*) des dettes subordonnées du groupe.

Activité et résultats des métiers

Dexia Banque Belgique ayant été cédée à l'État belge et déconsolidée en octobre 2011, le commentaire par segment d'activité ci-dessous ne porte pas sur les activités de banque de détail et de Public and Wholesale Banking de cette entité ni sur l'assurance, qui a également été cédée dans le cadre de cette vente. Malgré l'intention du groupe de céder une part majoritaire de Dexia Municipal Agency dans les mois à venir, le commentaire relatif au métier Public and Wholesale Banking inclut la production d'actifs logés au bilan de cette filiale de refinancement, qui représente environ la moitié de la production Public Finance France pour l'année 2011.

Public and Wholesale Banking

L'année 2011 s'est déroulée en deux phases distinctes. Au cours de la première moitié de l'année, l'activité a notamment été soutenue par une offre dynamique de services à valeur ajoutée au secteur public ainsi que par une production sélective de prêts réalisés à des marges élevées. Le choc engendré durant l'été par la crise des souverains a freiné la production et conduit à privilégier les financements adossés à des enveloppes de ressources spécifiques dans une optique de prudence encore accrue de la gestion du bilan. Dans ce contexte, les nouveaux engagements de prêts à long terme s'inscrivent en baisse de 29 % en 2011, à EUR 4,4 milliards, un retrait constaté dans toutes les zones d'activité du groupe.

En France, les nouveaux engagements aux collectivités locales à court et à long terme totalisent EUR 5,3 milliards en 2011, dont EUR 1,3 milliard de distribution d'enveloppes préfinancées (BEI, CDC...) et EUR 4,0 milliards de production, dont EUR 2,7 milliards à court terme.

Public finance. L'année 2011 a vu se confirmer la nette progression des marges observée au 4^e trimestre 2010. Les niveaux de production de financement à long terme ont été maîtrisés dans l'ensemble des marchés couverts par le groupe. En France, où les alternatives de financement ne se sont pas concrétisées et où la concurrence s'est fortement contractée, le groupe a généré EUR 2,7 milliards de prêts à long terme à des niveaux de marge en progression sensible et des durées de vie moyennes plus courtes qu'en 2010. Au 4^e trimestre 2011, la production a principalement été adossée à des enveloppes de ressources spécifiques. À l'international, la production a été réduite de moitié.

Par ailleurs, EUR 8,9 milliards d'opérations de réaménagement de dette ont été réalisées, dont EUR 4,6 milliards en France et le reste principalement en Espagne et au Royaume-Uni. Demeurant une priorité pour le groupe, la collecte de dépôts a été soutenue au cours des trois premiers trimestres de l'année, tout particulièrement en Allemagne. Au 4^e trimestre 2011, une décollecte importante a été constatée, dans un contexte de dégradation des notations du groupe.

La production de prêts aux **grandes entreprises** a connu un développement satisfaisant, principalement basé sur le développement de produits liés au crédit-bail, à l'affacturage et à la location longue durée, au travers des filiales de financement spécialisées du groupe.

Le résultat avant impôts s'élève à EUR 68 millions en 2011, en retrait de EUR 188 millions par rapport à l'année précédente, marqué notamment par EUR 74 millions d'ajustement de valeur de crédit (CVA) négative sur des swaps contractés avec des clients de la ligne de métier en Italie.

Banque de détail et commerciale

Hors Dexia Banque Belgique, le total des avoirs de la clientèle de la Banque de détail et commerciale s'élève à EUR 41 milliards au 31 décembre 2011, dont EUR 24 milliards de dépôts et EUR 17 milliards d'actifs hors bilan. Les prêts s'élèvent à EUR 22 milliards.

En **Turquie**, DenizBank a enregistré une très bonne performance commerciale et poursuivi le développement de sa franchise en 2011. 88 nouvelles agences destinées aux clients particuliers et aux PME ont été inaugurées durant l'année, portant leur nombre total à 588 unités fin décembre et à 600 en tenant compte des agences étrangères. Sur les 2 370 distributeurs automatiques de billets actuellement disponibles pour la clientèle, plus de la moitié ont été installés durant l'année en collaboration avec la Poste turque (PTT). Au 31 décembre 2011, DenizBank compte 5,1 millions de clients, dont 875 000 nouveaux clients acquis en 2011. La collecte de dépôts a été vigoureuse, portant leur encours total à TRY 26,5 milliards (EUR 10,8 milliards), soit +34 % par rapport à 2010. Ce rythme de progression des dépôts a été supérieur à la croissance moyenne du secteur, qui s'établit à 13 %. Les prêts augmentent de 30 % à TRY 30,9 milliards (ou EUR 12,7 milliards), essentiellement sous l'impulsion des prêts aux entreprises. La croissance soutenue des dépôts s'est traduite par une baisse du ratio des prêts sur les dépôts, qui s'établit à 117 % fin 2011 comparé à 121 % fin 2010.

Grâce à cette bonne dynamique commerciale, le résultat avant impôts de la banque de détail et commerciale en Turquie atteint EUR 270 millions en 2011, en hausse de 6 % par rapport à 2010 et de 24 % à taux de change constant (impact de change de EUR -37 millions). Dans ce contexte, les revenus augmentent de 15 %, principalement sous l'effet d'une progression sensible des volumes, laquelle a plus que compensé la baisse des marges sur les prêts et le coût de l'augmentation du ratio des réserves réglementaires sur les dépôts imposée par la Banque centrale turque depuis décembre 2010. Les coûts augmentent de 25 % du fait du développement de l'activité. Les provisions diminuent de 40 % grâce à l'amélioration du contexte économique.

Au **Luxembourg**, les avoirs de la clientèle s'élèvent à EUR 28 milliards au 31 décembre 2011, en baisse de 13,8 % par rapport à décembre 2010. L'aggravation de la crise de la dette souveraine durant l'été et les incertitudes concernant le groupe Dexia ont entraîné d'importantes fuites de dépôts, au mois d'octobre 2011. L'encours des prêts augmente légèrement (+3,1 %) à EUR 9,3 milliards. Depuis l'annonce, le 20 décembre 2011, de la signature d'un protocole d'accord entre Dexia, Precision Capital et le grand-duché de Luxembourg concernant la vente de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, les flux se sont stabilisés et ont à nouveau enregistré une légère croissance en décembre.

Le résultat avant impôts s'élève à EUR 172 millions en 2011, en baisse de 4 % par rapport à l'année précédente.

Asset Management and Services

Avec EUR 78 milliards d'**actifs sous gestion** à fin décembre 2011, Dexia Asset Management est parvenue à limiter la baisse des actifs sous gestion à moins de 10 % (ou EUR 8,4 milliards) par rapport à la fin de l'année 2010. La forte baisse des marchés s'est traduite par un impact de EUR -2,4 milliards qui a amplifié l'effet des flux de sortie nets atteignant EUR -6 milliards. Ces flux de sortie concernent avant tout les fonds obligataires *retail* qui, dans un environnement incertain, sont généralement les plus touchés par des arbitrages des clients particuliers en faveur des dépôts et des émissions obligataires de bonne qualité.

L'approche de Dexia Asset Management en matière de solutions d'investissement a été payante, comme l'atteste la bonne résistance générale des mandats et de l'activité de conseil tout au long de l'année.

Fin 2011, les actifs sous gestion sont répartis de façon équilibrée entre les différentes classes d'actifs : stratégies d'allocation d'actifs (36 %), obligations (28 %), actions (19 %), marché monétaire (11 %), investissements alternatifs (6 %). Les fonds ISR représentent 23 % du total des actifs.

Le résultat avant impôts s'élève à EUR 54 millions en 2011, soit une baisse de 13 % comparé à 2010. Cette évolution résulte d'une diminution des revenus dans un environnement de marché difficile tandis que les coûts demeurent maîtrisés.

Investor Services a connu une évolution asymétrique en 2011. L'activité soutenue en début d'année a ralenti au second semestre sous l'effet du recul des marchés d'actions et en dépit d'une croissance solide de l'encours des clients sous-jacents. Globalement, les actifs sous administration sont restés stables à EUR 2 066 milliards ainsi que le nombre de comptes d'actionnaires.

Le résultat avant impôts atteint EUR 77 millions en 2011, en hausse de 27 % par rapport à 2010.

Legacy Portfolio Management Division

Au 31 décembre 2011, les engagements de la Legacy Portfolio Management Division⁵ s'élevaient à EUR 95,1 milliards (en incluant les engagements hors bilan). Les engagements inscrits au bilan se montent à EUR 89,7 milliards, en baisse de EUR 44,6 milliards par rapport à la fin 2010, principalement sous l'effet du programme de cession d'actifs et de la vente de Dexia Banque Belgique. Le profil de financement de la Legacy est comparable d'une année sur l'autre, le ratio de financement à court terme passant de 43,0 % à 41,3 % entre décembre 2010 et décembre 2011.

Au cours des cinq premiers mois de l'année 2011, le groupe Dexia a poursuivi sa politique volontariste de cession d'actifs, conformément aux engagements pris envers la Commission européenne, afin de réduire le besoin de financement à court terme du groupe et de limiter son profil de risque. Sur cette période, le taux de perte sur cessions est resté en ligne avec celui observé les années précédentes, à un niveau proche de 1,5 %.

Le 27 mai 2011, le groupe Dexia a annoncé une accélération du rythme de cession de ses actifs portant sur EUR 17,6 milliards de prêts et d'obligations non stratégiques ainsi que sur le portefeuille garanti des Financial Products. Cette décision s'est traduite par le reclassement en IFRS 5 des actifs à céder et leur comptabilisation en juste valeur dans le cadre des résultats du 2^e trimestre 2011. Le groupe a, par ailleurs, rapidement exécuté la vente des actifs garantis du portefeuille Financial Products, soit EUR 6,4 milliards d'actifs. Cette cession a permis d'améliorer sensiblement le profil de risque du groupe et a eu un impact positif sur ses ratios de solvabilité via une réduction de EUR 11,7 milliards des risques pondérés.

À partir d'octobre, en réponse à la rapide dégradation de l'environnement, Dexia a annoncé un ensemble de mesures structurelles comprenant la cession de certaines de ses entités opérationnelles. La vente de Dexia Banque Belgique, finalisée le 20 octobre 2011, a entraîné une réduction significative de la Division Legacy, de EUR 18,7 milliards. À la suite de ces décisions, le groupe n'envisage pas de poursuivre activement son programme de vente d'actifs, les cessions projetées d'entités permettant d'atteindre la cible de réduction du bilan envisagée. En conséquence et conformément aux règles comptables, le groupe a procédé au reclassement des actifs Legacy non cédés dans leur catégorie comptable d'origine fin décembre 2011.

En 2011, Dexia a vendu EUR 24,6 milliards d'actifs dont EUR 6,9 milliards cédés par Dexia Banque Belgique. Les ventes ont porté sur EUR 6,4 milliards d'actifs du portefeuille de Financial Products, EUR 16,4 milliards d'obligations et EUR 1,8 milliard de prêts. Hors vente des Financial Products, les cessions d'obligations ont principalement porté sur des expositions bancaires, des ABS/MBS et des expositions souveraines et publiques. Le groupe s'est efforcé de réduire son profil de risque, en cédant des actifs risqués, le rating moyen des actifs cédés étant de A. Il a concentré ses efforts sur des obligations en devise hors euro, les ventes d'actifs libellés en USD représentant 37 % des volumes cédés. Dans un marché difficile, le groupe a su maintenir les taux de perte à des niveaux limités sur les cessions d'obligations, à 2,1 %. Les cessions de prêts sont restées dynamiques sur l'ensemble de l'année, portant notamment sur les prêts au Japon et au Mexique. Sur les prêts, le taux de perte s'élève à 5,2 % et reflète un effort de réduction du risque du portefeuille, notamment par la vente des actifs mexicains.

Au 31 décembre 2011, le portefeuille obligataire en run-off s'élevait à EUR 75,2 milliards. Les ventes n'ont pas sensiblement dégradé la qualité moyenne du portefeuille, qui demeure à 88 % *investment grade*, ni son profil de diversification par classe d'actifs, secteur, pays et devise. Sur l'année, les migrations de notations s'expliquent par l'impact de la cession de Dexia Banque Belgique et des cessions d'actifs, le groupe ayant vendu EUR 4,5 milliards d'actifs dans une optique de réduction du risque. La dégradation des notes des souverains européens, notamment de l'Italie et de la Grèce, et les dégradations induites ont également entraîné des migrations de notations significatives. Malgré la réduction du montant total du portefeuille et la cession d'actifs risqués, le niveau de provisionnement du portefeuille a progressé pour atteindre EUR 2,6 milliards, en raison des provisions passées sur les expositions souveraines grecques et assimilées.

À la suite de la vente des actifs garantis par les États belge et français, le portefeuille Financial Products a été réduit à EUR 5,5 milliards à la fin 2011. Le portefeuille restant est désormais de qualité *investment grade* à 99 %, les actifs de moins bonne qualité ayant été cédés. Ce portefeuille est financé à hauteur de EUR 3,7 milliards par des contrats d'investissement garanti (GIC), lesquels sont collatéralisés par USD 5,0 milliards de bons du Trésor américain et d'assimilés.

Dexia gère également en extinction un portefeuille de prêts non stratégiques du métier Public and Wholesale Banking en provenance de pays où le groupe a mis un terme à son activité commerciale, notamment en Suisse, en Scandinavie, en Europe centrale et orientale, en Australie et au Mexique, pour un total de

⁵ La Legacy Division regroupe : le portefeuille obligataire en run-off, le portefeuille Financial Products, un portefeuille de prêts « non stratégiques » au secteur public ainsi que des engagements hors bilan liés à des lignes de liquidité aux États-Unis (Stand-by Bond Purchase Agreements).

EUR 9,4 milliards à fin décembre 2011. Ce portefeuille comprend également des engagements liés à des lignes de liquidité aux États-Unis (*Stand-by Bond Purchase Agreements*) pour un montant total de USD 6,0 milliards à fin décembre 2011, dont USD 0,1 milliard étaient tirés à cette date. Dans le cadre de sa politique de réduction du bilan, Dexia a cédé pour EUR 1,8 milliard de prêts en 2011 et a réduit ses engagements hors bilan de EUR 13,8 milliards sur l'année, via une gestion proactive des SBPA. En particulier, en 2011, Dexia a vendu la totalité de son portefeuille de prêts japonais et une part importante de ses expositions au Mexique.

En 2011, la Legacy Division a enregistré une perte avant impôts de EUR 6,3 milliards contre une perte de EUR 429 millions en 2010. Cette perte s'explique en grande partie par des éléments non récurrents. En 2011, compte tenu de la dégradation de la situation financière de la Grèce, Dexia a passé EUR 3 022 millions de provisions sur ses expositions grecques souveraines et assimilées comptabilisées en Legacy, portant ainsi le niveau de provisionnement de ces expositions à 75 % du nominal. Parallèlement, le groupe ayant accéléré le rythme de ses cessions d'actifs, les pertes sur cessions ont progressé. La vente des actifs garantis du portefeuille Financial Products a ainsi généré une perte de EUR 1 928 millions, alors que les ventes d'obligations et de prêts de la Legacy ont engendré une perte de EUR 438 millions, contre EUR 197 millions en 2010, ainsi qu'une perte de EUR 252 millions⁶ liée au reclassement d'actifs classés en IFRS 5.

Bilan et liquidité

Au 31 décembre 2011, le bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 413 milliards dont EUR 110 milliards d'actifs disponibles à la vente (cf. Annexe 1). Le bilan est présenté en ligne avec la norme IFRS 5 qui a été appliquée à toutes les entités dont la vente est très probable en 2012⁷.

Comparée au 31 décembre 2010, la taille du bilan a diminué de EUR 154 milliards, sous l'effet d'une baisse des actifs « Core » de EUR 109 milliards et d'une baisse de EUR 45 milliards des actifs hérités de la « Legacy ». La réduction des actifs « Core » est principalement imputable à la cession de Dexia Banque Belgique et de sa filiale d'assurance Dexia Insurance Belgium ; la baisse des actifs non stratégiques est liée, d'une part, à la déconsolidation de Dexia Banque Belgique, dont la « Legacy » s'élevait à EUR 18,7 milliards et, d'autre part, à la cession de EUR 19,7 milliards d'obligations et de prêts en 2011⁸. La déconsolidation de Dexia Banque Belgique a entraîné la perte d'environ EUR 84 milliards de financements commerciaux compensée par la sortie de EUR 91 milliards d'actifs commerciaux et d'obligations logées dans le portefeuille ALM.

À partir de mi-2011, l'environnement exceptionnellement difficile a sévèrement détérioré la situation de liquidité du groupe (cf. Point d'avancement sur le plan de transformation), conduisant fin décembre 2011 à un financement du gap de liquidité de EUR 88 milliards reposant quasi exclusivement sur des financements banques centrales et garantis.

Entre fin juin et fin décembre 2011, la part des emprunts auprès des banques centrales a augmenté de EUR 17 milliards⁹ compensant une partie de la perte des financements non sécurisés du groupe. À fin décembre 2011, l'encours de EUR 31 milliards d'emprunts auprès des banques centrales comprend le tirage sur la ligne de liquidité d'urgence (ELA) activé par le groupe Dexia à partir de début octobre 2011 auprès de l'ensemble du système de banques centrales. À cette même date, soit après la sortie de Dexia Banque Belgique du périmètre du groupe, le montant de la ligne de liquidité d'urgence s'élève à EUR 18,7 milliards. Le groupe s'efforcera de réduire ce montant qui n'est pas significativement différent du pic d'utilisation atteint en octobre 2011 avant la cession de Dexia Banque Belgique. Le calendrier de réduction du tirage de l'ELA sera toutefois fonction de la capacité d'émission de dette garantie du groupe.

Compte tenu de l'évolution très négative de l'environnement et d'une défiance croissante vis-à-vis de la signature du groupe Dexia, restreignant son accès aux financements de marché, un nouveau mécanisme de garantie a été mis en place par les États belge, français et luxembourgeois visant à soutenir la mise en œuvre des mesures structurelles annoncées par le groupe en octobre (cf. Point d'avancement sur le plan de transformation).

⁶ Ajustement net de valeur correspondant à la « réserve de valeur gelée » des titres reclassés en prêts.

⁷ Les actifs concernés ont donc été comptabilisés en « actifs non courants et groupes destinés à être cédés » sans retraitement des périodes précédentes. Les transactions intragroupe entre activités courantes et groupes destinés à la vente ont été compensées.

⁸ Y compris actifs garantis du portefeuille Financial Products mais en excluant Dexia Banque Belgique.

⁹ Hors participation du groupe au « LTRO » ou « opération de refinancement à plus long terme » lancée le 21/12/2011 et ayant une maturité de 3 ans.

Un accord temporaire de la Commission européenne a été obtenu le 21 décembre 2011 sur ce schéma de garantie permettant à Dexia Crédit Local d'exécuter ses premières émissions à court terme. À fin décembre 2011, l'encours de dette émise avec le bénéfice de cette garantie s'élève à EUR 22 milliards. Les ressources ainsi levées ont permis, d'une part, de réduire le tirage de la ligne de liquidité d'urgence et, d'autre part, de rembourser une partie du financement non sécurisé octroyé par Dexia Banque Belgique à Dexia Crédit Local, conformément aux engagements pris par le groupe.

L'ensemble des éléments décrits ci-dessus ont conduit à une dégradation significative du coefficient réglementaire de liquidité de Dexia SA et de sa filiale Dexia Crédit Local, alors qu'une amélioration continue de ces ratios avait été observée au cours des mois précédents¹⁰.

Dexia SA et Dexia Crédit Local n'ont pas été en mesure d'atteindre le seuil réglementaire minimum requis pour le respect du coefficient de liquidité auquel ces entités sont respectivement assujetties à la fin de l'année 2011. Le respect de ce ratio dans le futur dépendra de la mise en œuvre du plan d'émission du groupe qui demeure soumis à de nombreuses incertitudes.

L'exécution du programme de financement à moyen et long terme du groupe doit également s'apprécier selon deux séquences distinctes : durant le premier semestre, les marchés financiers ont été globalement bien orientés, offrant des conditions favorables d'émission. À partir du mois de juin, le marché a été pratiquement fermé aux institutions financières du fait de l'enlisement de la crise de la dette souveraine ainsi que de la quasi-fermeture de l'accès au segment à court terme du marché du dollar US.

Dans ce contexte, l'activité de financement à long terme du groupe Dexia a été soutenue pendant la première partie de l'année, permettant de réaliser à fin juin la quasi-totalité du budget prévu pour l'année 2011. Au total, Dexia a levé EUR 18,2 milliards de ressources à moyen et long terme, dont EUR 9,5 milliards sous forme d'obligations sécurisées (*covered bonds*) affichant une durée moyenne de 7,2 ans et EUR 2,0 milliards sous forme de financements *senior* non sécurisés de durée moyenne de 3,2 ans. Plusieurs transactions bilatérales sécurisées ont également permis de lever EUR 6,8 milliards de financement à long terme avec une durée moyenne de 5,4 ans.

Solvabilité

Fin décembre 2011, les fonds propres de base s'élèvent à EUR 7,6 milliards, après l'impact de la perte nette de EUR 11,6 milliards enregistrée en 2011 (cf. Annexe 2). Les gains ou pertes latents ou reportés (*Other Comprehensive Income – OCI*), s'établissent à EUR -9,6 milliards. Globalement, les OCI ont enregistré une amélioration de 0,7 milliard par rapport au 31 décembre 2010. Au cours du premier semestre 2011, les pertes et ajustements à la juste valeur liés à l'accélération des cessions d'actifs ont conduit à une amélioration des OCI (EUR 2 milliards). La tendance s'est ensuite inversée au deuxième semestre sous l'effet de la désactivation d'impôts différés et de l'élargissement des marges de crédit de certains émetteurs souverains, impactant la réserve AFS et conduisant à une détérioration de EUR -1,3 milliard des OCI.

Entre la fin 2011 et mi-février 2012, la réserve AFS s'est améliorée de EUR 800 millions dans un contexte de marché plus favorable au crédit et sous l'effet du resserrement des marges de certains émetteurs souverains.

À EUR 83 milliards fin 2011, les risques pondérés calculés diminuent de EUR 57 milliards comparé à fin 2010 du fait de la vente des actifs garantis du portefeuille Financial Products au cours du premier semestre et de la cession de Dexia Banque Belgique (impact de EUR 46 milliards sans prise en compte du risque représenté par l'exposition du groupe Dexia sur Dexia Banque Belgique).

À respectivement 7,6 % et 6,4 %, le ratio des fonds propres de base (Tier 1) et le ratio des fonds propres durs (Core Tier 1) ont été impactés par les pertes comptabilisées en 2011. La réduction des fonds propres de base s'est traduite par une baisse de 861 points de base du ratio Tier 1 alors que la diminution des risques pondérés a permis d'améliorer le ratio de 309 points de base. En excluant les risques pondérés des entités dont la vente est très probable en 2012, les ratios Tier 1 et Core Tier 1 *pro forma* du groupe s'élèveraient à respectivement 8,6 % et 7,3 %.

¹⁰ Le coefficient ACP auquel est assujetti Dexia Crédit Local est défini comme le rapport entre les liquidités (au numérateur) et les exigibilités (au dénominateur) sur une période prospective d'un mois ; le coefficient ainsi calculé doit à tout moment être supérieur à 100 (Instruction n° 2009-05 du 29 juin 2009 relative à l'approche standard du risque de liquidité). Le ratio BNB auquel est assujetti Dexia SA calcule la position de liquidité d'un établissement en comparant la liquidité requise (au numérateur) et la liquidité disponible (au dénominateur) à une semaine et à un mois. Il doit être inférieur à 100 % à chacune de ces échéances (Circulaire CBFA_2009_18-1 du 8 mai 2009).

Il est à noter que Dexia n'est plus soumis aux exigences de recapitalisation de l'Association bancaire européenne (EBA). Dexia est en effet sorti de l'échantillon de l'EBA à la suite du profond processus de restructuration décidé en octobre 2011 ; processus supporté par un nouveau schéma de garantie de liquidité octroyé par les États belges, français et luxembourgeois.

Annexe 1

Bilan consolidé				
En millions d'EUR	31/12/10*	30/06/11*	31/12/11**	Évol. 31/12/11/ 31/12/10
Total de l'actif	566 735	517 747	412 759	-27,2 %
<i>dont</i>				
Prêts et créances sur la clientèle	352 307	316 462	173 550	-50,7 %
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat et investissements financiers	96 655	80 499	43 381	-55,1 %
Dérivés	47 077	37 611	28 298	-39,9 %
Actifs non courants destinés à être cédés	50	16 840	110 359	n.s.
Total des dettes	556 007	508 986	413 079	-25,7 %
<i>dont</i>				
Dettes envers les établissements de crédit	98 490	89 490	106 384	+8,0 %
Dettes envers la clientèle	127 060	125 279	19 419	-84,7 %
Dérivés	72 347	60 134	56 037	-22,5 %
Dettes représentées par un titre	210 473	185 638	105 288	-50,0 %
Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés	0	67	116 350	n.s.
Fonds propres totaux	10 728	8 761	-320	n.s.
<i>dont</i>				
Fonds propres de base	19 214	15 250	7 589	-60,5 %
Fonds propres du groupe	8 945	6 945	-2 018	n.s.
Actif net par action ***				
- relatif aux fonds propres de base (EUR)	9,86	7,83	3,89	-60,5 %
- relatif aux fonds propres du groupe (EUR)	4,59	3,56	-1,04	n.s.

Annexe 2

Solvabilité				
En millions d'EUR, sauf mention contraire	31/12/10*	30/06/11*	31/12/11**	Évol. 31/12/11/ 31/12/10
Fonds propres de base (Tier 1)	18 425	14 448	6 305	-65,8 %
Fonds propres réglementaires	20 636	16 472	8 589	-58,4 %
Risques pondérés	140 834	127 002	83 374	-40,8 %
Ratio des fonds propres de base (Tier 1)	13,1 %	11,4 %	7,6 %	-552 pb
Ratio « core Tier 1 »	12,1 %	10,3 %	6,4 %	-571 pb
Ratio d'adéquation des fonds propres	14,7 %	13,0 %	10,3 %	-435 pb

* Chiffes audités

** Chiffres non audités

*** Les chiffres 2010 sont retraités pour prendre en considération l'émission d'actions de bonus distribuées aux actionnaires.

Pour plus d'informations : www.dexia.com

Contacts presse

Service Presse – Bruxelles

+32 2 213 50 81

Service Presse – Paris

+33 1 58 58 86 75

Contacts investisseurs

Investor Relations – Bruxelles

+32 2 213 57 46/49

Investor Relations – Paris

+33 1 58 58 85 97/82 48